



GHANA FAR BAN BO

PROGRAMME DE L'UNION EUROPÉENNE SUR LA GOUVERNANCE FONCIÈRE

CONTEXTE NATIONAL

Le secteur de la pêche joue un rôle essentiel dans les objectifs de développement national du Gouvernement ghanéen en matière d'emploi, de soutien des moyens d'existence, de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire. La contribution du sous-secteur de la pêche au Produit intérieur brut (PIB) est passée de 3,1 pour cent en 2016 à -1,4 pour cent en 2017. Ce secteur fournit des moyens d'existence à environ 10 pour cent de la population ghanéenne, incitant les femmes participant aux activités post-capture telles que la transformation et la commercialisation du poisson. Le «carton jaune» de la Commission européenne (CE) en 2013 (carton levé en 2015), provoqué par des niveaux élevés de pêche illicite, non déclarée et non réglementée (pêche INN), a suscité une série de réformes dans le secteur de la pêche. Le dialogue qui a suivi avec la CE et le Programme régional des pêches en Afrique de l'Ouest (PRAO) a conduit à l'intervention qui influera sur: les droits d'occupation des terres dans le secteur de la pêche artisanale, l'enregistrement des pirogues afin de contrôler l'accès, la réduction des capacités, les réformes juridiques pour lutter contre la pêche INN, et l'élaboration de politiques de cogestion. Alors que le Ghana s'éloigne des pêcheries à «accès ouvert», il est essentiel de veiller à ce que les principes des «Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale» (DV) et les principes des «Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale» Directives SSF (Directives sur la pêche artisanale) qui y sont associés, soient mieux compris et mis en œuvre pour garantir la mise en place juste et transparente des réformes sur les droits fonciers.

OBJECTIF

L'objectif général du projet de le Programme de l'Union Européenne sur la gouvernance foncière - mise en œuvre par pays (PUEGF MP (EULGP CI pour ses sigles en anglais)) Far Ban Bo (qui signifie «protéger les moyens d'existence des pêcheurs») est de contribuer à la gestion durable des ressources halieutiques afin d'améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens d'existence des petits pêcheurs et des autres utilisateurs des ressources halieutiques. Il a été conçu pour répondre tout d'abord aux défis de la surpêche et des pratiques de pêche INN, aux faibles capacités des associations de pêche à participer activement à la gouvernance des pêches, et à l'absence de mécanismes de droits fonciers et de mécanismes de réclamation. Le projet vise aussi à apporter un soutien aux parties prenantes dans le suivi et l'application des lois pertinentes. L'objectif spécifique consiste à faire en sorte que les petits pêcheurs et transformateurs bénéficient d'une gestion des ressources halieutiques fondée sur les droits de l'homme, équitable et durable.

STRATÉGIE D'INTERVENTION

Le projet EULGP CI Far Ban Bo, d'une durée de quatre ans, intervient dans le domaine de la gouvernance des pêches et vise à contribuer à la sécurité

Nom de le Programme de l'Union Européenne sur la gouvernance foncière - mise en œuvre dans le pays PUEGF MP	<i>Far Ban Bo – Protéger les moyens d'existence de la pêche</i>
Exécutants du projet	CARE DENMARK FONDEN FOR FRIVILLIG U LANDSBISTAND, Care International au Ghana
Partenaires d'exécution	<i>Friends of the Nation</i> et Oxfam
Zones d'intervention	30 districts dans les régions Occidentale, Centrale, du Grand Accra, et de la Volta
Entités politiques impliquées	Le Gouvernement ghanéen représenté par le Ministère du développement de la pêche et de l'aquaculture (MoFAD); la Police maritime, l'Unité de la lutte contre la fraude de la Commission des pêches
Budget	EUR 2 062 495
Durée du projet	Janvier 2017 – décembre 2020

Note: la sigle en anglais du Programme de l'Union Européenne sur la gouvernance foncière - mise en œuvre dans le pays est EULGP CI

alimentaire, à la nutrition et aux moyens d'existence des communautés de pêcheurs (dépendantes) du Ghana. Le PUEGF MP est financé à 80 pour cent par l'Union européenne et à 20 pour cent par le biais de contributions de membres du consortium, qui comprend CARE, Oxfam et Friends of the Nation. Le PUEGF MP devrait produire des résultats permettant d'atteindre les objectifs suivants:

- Autonomiser les associations de pêcheurs et les alliances entre les organisations de la société civile (OSC) (réseau comptant 25 associations membres) afin qu'elles participent activement à la gouvernance des pêches, en mettant l'accent sur le développement des capacités des associations de pêche artisanale ciblées. Le but de l'intervention est que ces associations, y compris les femmes membres et leaders, aient la capacité de nouer un dialogue avec la Commission des pêches et les principales parties prenantes. Ainsi, elles pourront participer à la formulation et à la mise en œuvre de politiques et de lois, ainsi qu'à des réunions multipartites pour examiner et commenter les activités de lutte contre la fraude et la gouvernance des pêches en général. Le PUEGF MP se concentre également sur le renforcement de l'Alliance pour la pêche (composée de membres des OSC) afin qu'elle participe aux processus de gouvernance du secteur de la pêche. Cela permettra aux OSC de planifier et de mener des campagnes conjointes de plaidoyer fondé sur des preuves et de collaborer avec les responsables des secteurs public et privé.
- Des mécanismes efficaces de suivi et de règlement de la pêche INN mis à l'essai en vue de renforcer et d'institutionnaliser ces mécanismes afin de garantir l'équité, l'inclusion et les droits fonciers des petits pêcheurs.
- L'intervention garantira l'institutionnalisation de plateformes multipartites INN, de mécanismes de suivi communautaires efficaces et de réponses rapides des autorités aux griefs signalés. En outre, l'activité assurera la mise en place d'un système de signalisation des pêches INN basé sur l'information, la communication et la technologie (TIC) pour une information en temps réel et plus précise. Cela mènera à une meilleure collecte de preuves comme base de suivi et de poursuites.

PROJET TRANSVERSAL

Grâce à un projet transversal cofinancé par l'UE et la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), coordonne, soutient et consolide la mise en œuvre du programme de gouvernance foncière de l'UE dans 18 pays. Ce projet transversal fournit aux acteurs de la mise en œuvre et à leurs partenaires une plate-forme pour échanger, collecter et communiquer à un large public la richesse des enseignements tirés de la mise en œuvre du projet. Il soutient aussi l'organisation de programmes de renforcement des capacités à l'intention des exécutants, qui peuvent bénéficier des conseils techniques du groupe de travail interdisciplinaire de la FAO sur la gouvernance foncière, des enseignements tirés, du partage des expériences et des possibilités d'échange entre les responsables de la mise en œuvre pour améliorer la gouvernance foncière dans le cadre des DV et des CLD.

- Les garanties sociales et économiques contribuent à améliorer les moyens d'existence et l'état nutritionnel des artisans pêcheurs et des autres utilisateurs des ressources halieutiques. Le PUEGF MP soutiendra le développement de modèles de moyens d'existence durables tout au long de la chaîne de valeur de la pêche, analysera les options de moyens d'existence alternatifs et permettra aux pêcheurs d'épargner et d'investir dans de nouvelles stratégies de moyens d'existence via des groupes d'épargne et de crédit. L'activité contribuera à garantir que les artisans pêcheurs et les autres utilisateurs des ressources halieutiques, notamment les femmes et les groupes vulnérables, soient protégés dans le contexte de la réduction des capacités de pêche et aient accès à des stratégies de pêche durables et à des moyens d'existence alternatifs pour assurer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que celle de leurs familles. Des mécanismes de redevabilité sociale seront utilisés pour améliorer la fourniture de services aux artisans pêcheurs pauvres et vulnérables par les fournisseurs de services gouvernementaux compétents. Les capacités renforcées des associations de pêcheurs à analyser leur situation, à plaider en faveur de modèles de cogestion équitables et à exiger des services tels que les services de vulgarisation de la pêche, ainsi que les services liés à la santé, à la nutrition et à la formation, assurera la durabilité au-delà de cette intervention. Le PUEGF MP établira des liens entre les groupes et les associations de pêcheurs et les mécanismes démocratiques existants, tels que le cycle de planification annuel du district. Cela permettra de revendiquer des droits et d'instaurer un dialogue constructif avec les autorités après la fin de l'intervention, garantissant ainsi la durabilité des impacts de le PUEGF MP.

RÉSULTATS ET IMPACT

Les résultats attendus de le PUEGF MP sont les suivants: habiliter les associations d'artisans pêcheurs et les alliances d'OSC à participer activement à la gouvernance des pêches, édifier un système de surveillance pêche INN efficace, mettre à l'essai un mécanisme de règlement des réclamations, veiller à ce que les garanties sociales et économiques contribuent à l'amélioration des moyens d'existence et de l'état nutritionnel des artisans pêcheurs et des autres utilisateurs des ressources halieutiques.

Les progrès actuels regardent les activités suivantes:

- Lancement de cinq interventions.
- Une enquête de base.
- Une réunion d'orientation nationale.
- Une formation sur les DV et l'INN (accessible à 30 journalistes, 1 200 membres directs de la communauté [50 000 indirects] et plus de 500 OSC).
- 100 personnes engagées dans le forum de révision juridique de la pêche au niveau national.
- Un dialogue sur la pêche, sa création et son soutien:
 - Dialogues nationaux sur la pêche;
 - Revue nationale du secteur des ressources naturelles et de l'environnement des OSC.
- Parties prenantes formées sur la pêche INN et sur les périodes d'interdiction de la pêche:
 - 89 juges choisis parmi les membres de la Cour suprême jusqu'à la Cour de circuit des districts (23 de la zone Ouest et 66 de la zone Est);
 - 50 officiers de zone, la police maritime, les associations nationales de transformateurs et de négociants en poisson (NAFPTA).
- Cinq groupes communautaires de surveillance et cinq comités locaux de règlement des réclamations INN ont été formés pour assurer le suivi immédiat des cas rapportés. Réunions coordonnées avec la Fondation pour la justice environnementale Environmental Justice Foundation (EJF) sur le développement de la plateforme INN.
- Les informations de base évaluées pour le développement de plateformes TIC

(cartes de base produites pour suivre les infractions de chalutiers dans la zone côtière exclusive (ZEE).

- Ouverture de sections de dialogue sur la plateforme multipartites INN.
- Cartographie et documentation de deux sites de débarquement de pêche:
 - Collaboration avec des acteurs étatiques et non étatiques, tels que les OSC, la FAO, le EJF, le Programme de gestion durable de la pêche (SFMP) et le Gouvernement (la Commission de la pêche, le Ministère du développement de la pêche Et de l'aquaculture, la police maritime et l'unité de la lutte contre la fraude de la Commission de la pêche).
- Formation de cinq groupes INN (96 participants) avec la police maritime et l'Unité d'application des lois sur les pêches FEU.
- Engagements des OSC et du gouvernement:
 - Réunion de coordination de l'Initiative pêche;
 - Participation du secteur de la pêche de l'UE et du SFMP au Conseil de la commission de la pêche;
 - Officiers de zone et personnel l'Unité d'application des lois sur les pêches formés par la FBB et engagés au niveau communautaire de la gestion des pêches et de la pêche INN, y compris en saison de fermeture.
- Couverture médiatique accrue en matière de pêche.
- Renforcement des capacités du Conseil national canon des pêcheurs du Ghana (GNCF) et de la NAFPTA (en cours).
- Les associations de pêche les plus impliquées dans la gouvernance de la pêche:
 - Collaboration avec des acteurs étatiques et non étatiques, tels que les OSC, la FAO, le EJF, le Programme de gestion durable de la pêche (SFMP) et le Gouvernement (la Commission de la pêche, le Ministère du développement de la pêche Et de l'aquaculture, la police maritime et l'unité de la lutte contre la fraude de la Commission de la pêche).
- Formation de cinq groupes INN (96 participants) avec la police maritime et le FEU.
- Engagements des OSC et du gouvernement:
 - Réunion de coordination de l'Initiative pêche;
 - Participation du secteur de la pêche de l'UE et du SFMP au Conseil de la commission de la pêche;
 - Officiers de zone et personnel FEU formés par la FBB et engagés au niveau communautaire de la gestion des pêches et de la pêche INN, y compris en saison de fermeture.
- Couverture médiatique en matière de pêche accrue.
- Renforcement des capacités du Conseil national canon des pêcheurs du Ghana (GNCF) et de la NAFPTA (en cours).
- Les associations de pêche les plus impliquées dans la gouvernance de la pêche:
 - Engagement des médias;
 - Engagement du gouvernement;
 - Renforcement interne.
- Les groupes communautaires principaux soutiennent le contrôle de la pêche INN.
- Meilleure compréhension de l'effet de la pêche INN sur les moyens d'existence des pêcheurs.
- La cartographie et la démarcation des sites de débarquement ont été réalisées avec la pleine participation de la communauté.
- Création de l'Association villageoise d'épargne et de crédit, regroupant 12 groupes et 349 membres (20,9 pour cent d'hommes et 79,1 pour cent de femmes).



La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de la FAO et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO